



ARRETE MUNICIPAL
N° 2021/52
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
RUE SAINT CAUZIMIS

Le Maire de MEZIN,
VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212.1 à L 2212.2, L 2212.4 et L 2213.1 et suivants,
VU le code de la route, et notamment ses articles R 411.1 à R 411.32 portant sur les pouvoirs de police de circulation, et R 417.1 à R 417.13 concernant l'arrêt et le stationnement,
CONSIDERANT la demande de M. Jean-Louis MENE en date du 1^{er} juin 2021, demandant un arrêté afin de pouvoir effectuer les travaux de couverture de l'immeuble sis à MEZIN, 17 place Armand Fallières,
CONSIDERANT qu'il appartient au maire de prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité des usagers sur l'espace public occupé,

ARRETE

Article 1

La circulation et le stationnement des véhicules automobiles sont interdits rue Saint Cauzimis du 7 au 25 juin 2021 pour permettre la réalisation des travaux.

Article 2

Un axe rouge sera maintenu pour les véhicules de secours, de santé, de police et tous autres types de véhicule ayant intérêt à intervenir dans le périmètre d'interdiction afin de garantir la sécurité des usagers et des riverains.

Article 3

Les droits des riverains seront dans la mesure du possible préservés.

Article 4

Une signalisation conforme et réglementaire par panneaux et barrières sera mise en place par **les soins du demandeur**, qui affichera le présent arrêté sur les lieux.

Article 5

Toute infraction au présent arrêté fera l'objet d'un procès-verbal de contravention et sera poursuivie conformément aux lois et règlement en vigueur.

Article 6

Le présent arrêté sera affiché en mairie et sur les lieux, et mis à disposition du public conformément aux règles en vigueur dans la commune de Mézin.

Article 7

Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, devant M. Jacques LAMBERT, maire de Mézin, dans le délai maximum de deux mois à compter de sa date de publication. Un recours peut être également introduit devant le juge administratif dans le délai maximum de deux mois à compter de la publication de l'arrêté ou du rejet du recours par l'administration.

Article 8

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. le commandant de la brigade de Gendarmerie de Mézin
- M. le chef de centre des pompiers de Mézin

Article 9

M. le commandant de la brigade de gendarmerie de Mézin et les agents placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

A Mézin le 2 mai 2021
Le Maire,

